LE TEMPS

développement Lundi 07 avril 2014

La microfinance s'est transformée en Inde

Par Mathilde Farine Hyderabad

Les institutions ne se sont pas encore remises de la crise de 2010 dans le sud du pays. Elles ont réduit la voilure, ou choisi d'autres régions pour prospérer. Les investisseurs suisses les ont suivies

Haut lieu de la microfinance pendant des années, Hyderabad semble avoir été désertée par les principaux acteurs. [SKS Microfinance](#), ancien fleuron du secteur, réalisant une entrée en bourse au sommet du cycle, est désormais aux abonnés absents. Logique, le groupe au fondateur à la réputation sulfureuse a choisi de quitter Hyderabad, déplaçant son siège à Bombay, au cœur de la capitale financière du pays, et où les règles lui sont plus favorables.

Dans son Etat d'origine, SKS a fermé 78 succursales, licencié 1200 personnes et gardé un seul étage d'un immeuble pour gérer les quelques prêts en suspens.

La société cotée à Bombay n'est pas la seule. Les autres institutions de microfinance (IMF) ont fui la capitale de l'Etat de l'Andhra Pradesh, au sud du pays, ne laissant sur place qu'une poignée d'employés pour liquider ce qu'il reste des portefeuilles autrefois les plus abondants du sous-continent.

La raison de cette fuite? Fin 2010, une crise éclate après une vague de suicides de paysans surendettés et harcelés par les créanciers. Dans la foulée, le gouvernement de l'Andhra Pradesh autorise les emprunteurs à ne pas rembourser leur dû, jugeant usuraires les taux pratiqués par les IMF. La mesure est un coup dur pour le secteur, qui avait investi dans cette région 30 à 40% des prêts de microfinance de l'ensemble du pays. Les pertes totales sont évaluées à 65 milliards de roupies (près de 1 milliard de francs). Ensuite, le gouvernement régional ajoute une réglementation plus stricte que dans le reste du pays et qui rend la poursuite des activités délicate.

Prashant est responsable de l'une des plus grandes IMF du pays; il fait partie de ceux qui sont restés et tente encore de redresser la barre après une série de défauts. Le financier s'est choisi un prénom d'emprunt. Il ne veut plus apparaître publiquement, parce que les polémiques qui entourent la microfinance, en particulier sur les méthodes utilisées pour récupérer les fonds auprès des emprunteurs, ont atteint, dit-il, des proportions incroyables et ont affecté sa vie privée. Il accueille ses visiteurs chez lui, dans l'une des nombreuses nouvelles tours sorties de terre comme après une averse dans le quartier d'Hitech City, qui compte tous les grands noms de la technologie indienne et internationale. Cet Indien originaire du nord, de l'Etat de l'Uttar Pradesh, se veut pondéré, même s'il déplore l'action du gouvernement. Tout en jouant avec son fils, il explique: «Les IMF ont fait beaucoup d'erreurs, notamment dans leurs pratiques de recouvrement des prêts, mais les torts sont partagés et la solution choisie par l'Etat de se passer de services privés ne suffit pas», explique-t-il. D'après ses calculs, seule 5% de la demande de microcrédits est satisfaite dans le pays. L'intervention coordonnée des secteurs public et privé est donc, à son avis, essentielle pour lutter contre le manque d'accès aux services financiers.

Pour contrôler les IMF, le gouvernement central a exigé qu'elles n'imposent pas de taux supérieurs à 26% (lire également ci-contre). Toujours trop hauts? «Il faut pouvoir rentrer dans ses frais et cesser de croire qu'il faut être pauvre pour aider les pauvres», assène-t-il en réponse aux critiques envers une industrie courant derrière les profits et oubliant sa mission de lutte contre la pauvreté.

Car l'envers du décor de la métropole de plus de 8 millions d'habitants – surnommée Cyberabad pour son développement fulgurant dans l'informatique et la biotechnologie, la prolifération de marques internationales et de résidences de luxe –, c'est un Etat dont près des deux tiers de la population vivent encore de l'agriculture et, souvent, au-dessous du seuil de pauvreté.

Le portefeuille de son entreprise en Andhra Pradesh se montait à 1 milliard de dollars, dont une grande partie s'est évaporée. Lui aussi a dû réduire ses ambitions, et ses équipes sont passées de 6500 à 1100 personnes aujourd'hui dans l'ancienne cité des Nizam. Désormais, la société recrute à nouveau car elle estime que le secteur pourra repartir, principalement dans d'autres Etats. Mais, dans l'Andhra Pradesh, Prashant est certain que les pratiques des prêteurs du secteur informel, à des taux usuriers, ont largement repris pour remplacer les IMF.

Ce n'est pas l'avis de T. Krishnarao, qui fait partie des responsables de la Society for Elimination of Rural Poverty (SERP, société pour l'élimination de la pauvreté rurale), pour qui le secteur public est à même de remplir cette mission. Il reproche aux IMF leurs pratiques «coercitives» de recouvrement et leurs taux trop élevés. Cette entité qui dépend de l'Etat promeut les Self-Help Groups (SHG), qui réunissent un maximum de 20 personnes, exclusivement des femmes, les prêts à des hommes ayant débouché sur des «mauvaises expériences», sous le seuil de pauvreté. Avant de recevoir des prêts, elles doivent faire la preuve de leur discipline financière en économisant, même de très petites sommes, pendant six mois. Ainsi, un million de ces rassemblements a déjà reçu 160 milliards de roupies (2,95 milliards de francs).

Les taux sont nettement plus avantageux. Les banques – souvent des entités nationalisées – sont encouragées à prêter à ces groupes à un taux fixés à 12,5%, dont 5,5% sont subventionnés. En outre, si le remboursement est fait avant le délai, 3% sont encore retournés à l'emprunteur.

Alors que les institutions de microfinance décampent, les investisseurs étrangers rayent l'Etat de leur carte. Prashant considère que certains de ces «investisseurs sociaux sont particulièrement inconstants et peu loyaux. Leur seule vraie priorité est la rentabilité des investissements, plutôt que l'aspect social, qui n'est en réalité que la cerise sur le gâteau.»

La microfinance n'a pas pour autant disparu du pays. Ramakrishna Nishtala, fondateur et directeur de [Vistaar Finance](#), est basé à Bangalore, un peu plus au sud qu'Hyderabad. Pour lui, «tout est revenu à la normale dans les autres régions de l'Inde, et certains Etats, comme l'Uttar Pradesh ou le Bihar, parmi les plus pauvres et longtemps ignorés de l'industrie, deviennent des destinations pour les investisseurs». En outre, les clients de la société se focalisant généralement sur des marchés très locaux, «nous ne sentons pas le ralentissement qui affecte le pays», poursuit-il.

C'est surtout à la fin de l'année 2012 que les effets se font fortement sentir. Le portefeuille global des IMF indiennes diminue de 14%, à 171 milliards de roupies, selon le [Microfinance Institutions Network](#). La situation se stabilise l'année suivante et les prêts recommencent à augmenter. Aujourd'hui, l'équivalent de 4,4 milliards de francs de prêts est actuellement dans les mains de micro-entrepreneurs. Soit une hausse de 55% l'an dernier. Cette année, elle devrait atteindre 40%, prédit l'institution.